



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 392 – 26 mars 2021

Zoom sur la politique de financement export 2021 de la France

La PFE, c'est quoi ?

La politique de financement export (PFE) est définie par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance chaque année et détermine les conditions dans lesquelles **les pays sont éligibles à l'assurance-crédit, aux prêts du Trésor et aux fonds d'études (FASEP)**. Après révision de leurs fondamentaux macroéconomiques, les pays sont soit déclarés « **ouverts** », « **ouverts avec vigilance** », « **ouverts sous conditions** » ou « **fermés** » à cette politique. Cette donnée est aussi croisée aux caractéristiques de l'acheteur (souverain, non souverain, avec co-financement multilatéral, neutralisation du risque pays). Les évolutions notables en Afrique de l'Ouest sont, pour 2021, le passage de la Mauritanie de « ouvert sous conditions » à « ouvert avec vigilance » alors que le Sénégal a été, compte-tenu de la dégradation des déficits, « ouvert avec vigilance » alors qu'il était « ouvert » en 2020.

L'assurance-crédit

L'assurance-crédit est gérée par [Bpifrance Assurance Export](#), au nom, pour le compte et sous contrôle de l'Etat. L'assurance-crédit couvre principalement **les crédits-acheteurs et fournisseurs** mais Bpifrance Assurance Export peut également couvrir un exportateur pour **un risque d'interruption de son contrat**. Toutes les entreprises exportatrices sont éligibles : du grand groupe à la PME. Ainsi, en Côte d'Ivoire, un exportateur a pu faire assurer son financement pour la construction de 4 hôpitaux généraux pour un montant d'environ 100 M EUR.

Le prêt du Trésor, direct ou concessionnel

[Le prêt direct](#) est un financement d'Etat à Etat, dont les conditions sont bonifiées par rapport à un prêt bancaire classique. Il sert à financer des projets dans une logique de subsidiarité du marché bancaire privé. [Le prêt concessionnel](#) répond quant à lui d'une **logique d'aide publique au développement**, comportant un élément don conséquent. Il vise à **financer des projets non rentables**. Au Mali, la France a par exemple octroyé en décembre 2018 **un prêt direct de 44,8 M EUR pour le déploiement de la**

LE CHIFFRE À RETENIR

11 M

le nombre de doses de vaccin attendues d'ici mai 2021 par les pays de la région dans le cadre du dispositif COVAX

Télévision Numérique Terrestre. En Côte d'Ivoire, un prêt concessionnel a été mobilisé pour financer un projet de potabilisation d'eau en secteur rural.

Le « FASEP étude » et le « FASEP innovation verte »

Destiné à tous types d'entreprises, le FASEP est une subvention ou une avance remboursable pour **financer des études de faisabilité (FASEP étude) ou des démonstrateurs de technologies vertes et innovantes (FASEP innovation verte)**, qui permettent à une entreprise française d'avoir une première référence à l'international. Un FASEP étude réalisé à Dakar a par exemple débouché sur la construction d'une troisième usine de traitement d'eau potable et de pompage dans le nord du Sénégal. Un autre FASEP étude en Guinée a permis de valider un prototype de centre hospitalier modulaire et évolutif, qui se veut respectueux de l'environnement, bon marché et reproductible. Enfin, une infrastructure socio-sportive de proximité a vu le jour à Abidjan grâce à un FASEP innovation, un projet actuellement en phase de duplication à plus grande échelle dans tout le pays.



Carte de la PFE 2021 pour les prêts du Trésor. Retrouvez toutes les cartes sur notre site: [Bercy France Export 2021](https://www.bercy.fr/fr/france-export-2021) | [Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](https://www.economie.gouv.fr/directions-regionales/direction-generale).

Régional

Bilan des livraisons de vaccins en Afrique de l'Ouest

Les premières doses de vaccin contre la COVID-19 fournies grâce au mécanisme COVAX ont été livrées dans la région ces dernières semaines. La [Côte d'Ivoire](#), en premier, a reçu 504 K doses le

26 février (sur plus de 1,7 M attendues avant fin mai). Le [Mali](#) (396 K), le [Sénégal](#) (324 K), le [Togo](#) (156 K), le [Bénin](#) (144 K), le [Libéria](#) (96 K), la [Sierra Leone](#) (96 K), la [Gambie](#) (36 K) et le [Cap-Vert](#) (24 K) ont ensuite réceptionné des doses entre le 3 et le 12 mars. Tous ont reçu le vaccin Astra Zeneca. Au total, près de [11 M de doses de vaccins doivent être distribuées en Afrique de l'Ouest](#) (hors Nigéria et Ghana) avant fin mai via cette initiative pilotée par l'OMS, l'Alliance du vaccin (Gavi) et la Coalition pour les innovations

en matière de préparation aux épidémies (Cepi). Pour rappel, l'objectif du dispositif est de distribuer 2 Mds de doses avant la fin de l'année 2021, dont la moitié aux 92 pays aux revenus faibles ou intermédiaires. A terme, l'ensemble des Etats participants devraient pouvoir vacciner au moins 20% de leur population totale. COVAX bénéficie pour l'heure d'engagements à hauteur de 6,3 Mds USD des bailleurs internationaux, dont 1,2 Md USD de l'Union européenne (subvention de la Commission européenne et garantis de la BEI) – sans compter les engagements nationaux des Etats européens. A noter que la Chine a aussi livré des doses du vaccin produit par la société chinoise Sinopharm à plusieurs pays de la région, notamment à la [Guinée](#) (200 K), au [Sénégal](#) (200 K – qui a remis 10% de cette cargaison à ses voisins la Guinée-Bissau et la Gambie), à la [Sierra Leone](#) (200 K) ou encore à la [Mauritanie](#) (50 K). 10 000 doses du vaccin russe Spoutnik V ont aussi été remises à la [Guinée](#) cette semaine. La [Guinée-Bissau](#) a pour sa part reçu 12 K doses de vaccin Astra Zeneca grâce au don de l'opérateur de téléphonie sud-africain MTN, qui prévoit de financer 7 M de doses dans 9 pays dont la Gambie, le Libéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo [en partenariat avec l'Union africaine](#).

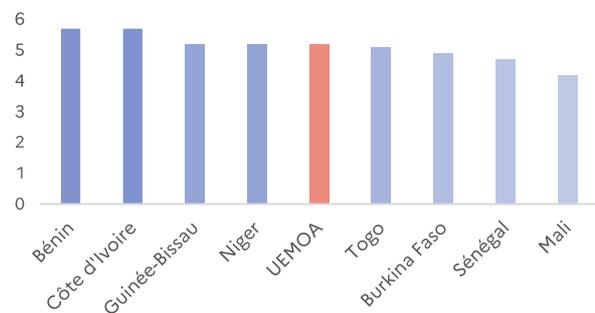
Répartition des doses de vaccins attendues dans le cadre du mécanisme COVAX		
Pays	Doses attendues	Doses livrées
Bénin	792 000	144 000 (10 mars)
Burkina Faso	1 380 000	
Cap-Vert	113 850	24 000 (12 mars)
Côte d'Ivoire	1 740 000	504 000 (26 fév.)
Gambie	156 000	36 000 (3 mars)
Guinée	864 000	
Guinée-Bissau	120 000	
Libéria	324 000	96 000 (6 mars)
Mali	1 332 000	396 000 (6 mars)
Mauritanie	300 000	
Niger	1 596 000	
Sénégal	1 104 000	324 000 (3 mars)
Sierra Leone	528 000	96 000 (8 mars)
Togo	540 000	156 000 (8 mars)
Total	10 889 850	1 776 000

Source: [Gavi](#), mars 2021.

La BCEAO table sur +5,2% de croissance en UEMOA en 2021

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a publié le 23 mars [une note mensuelle de conjoncture économique dans les pays de l'UEMOA à fin janvier 2021](#). Selon ses estimations, l'activité économique mensuelle (hors secteur primaire et administrations publiques) dans la zone en janvier 2021 a progressé de 4,6% par rapport à l'activité mesurée en janvier 2020. La baisse de l'activité mensuelle des bâtiments et travaux publics (-5,9% en janvier 2021 en g.a.) et du commerce (-1,3%) a été compensée par la bonne tenue des secteurs des services marchands (+8,8%) et de l'industrie (+4%). A l'exception du Mali qui suit une tendance baissière (-1% en janvier 2021 en g.a.), tous les pays de l'Union enregistrent des performances positives, en particulier la Guinée-Bissau (+10,6%) et la Côte d'Ivoire (+9,2%). En termes de perspectives, la BCEAO table sur une croissance annuelle de 5,2% dans la zone UEMOA en 2021 (contre +5,4% selon le FMI), avec des performances relativement homogènes entre ses pays membres, comprises entre 4,2% (Mali) et 5,7% (Bénin et Côte d'Ivoire).

Prévisions de croissance du PIB réel dans les pays de l'UEMOA en 2021 (%) - Source : BCEAO



Don de 4 M USD de la BAfD pour renforcer la résilience des jeunes entrepreneurs des pays du G5 Sahel

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a approuvé, le 16 mars, un don de 4 M USD, destiné au financement du Projet d'appui à la résilience des entreprises des jeunes dans les pays du G5 Sahel \(PAREJ\)](#). Le projet a pour objectif de

soutenir la reprise ou l'expansion des activités de micros, petites et moyennes entreprises (MPME), dirigées par des jeunes et qui ont été touchées par la crise liée à la pandémie de COVID-19.

22^{ème} session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA

Lors de la [22^{ème} session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest-africaine \(UEMOA\)](#) qui s'est tenue le 25 mars 2021, il a été décidé un prix fixe pour le test de la COVID-19 de 38,1 EUR pour les voyages par voie aérienne et de 7,6 EUR pour ceux par voie terrestre et une reconnaissance mutuelle des résultats des tests de la COVID-19. Par ailleurs, dans le cadre du financement de la lutte contre l'insécurité du G5 Sahel, la conférence a décidé d'octroyer un financement de 3 M EUR en complément des 85 M EUR déjà décaissés à cet effet. La présidence de la conférence est désormais assurée par le président du Burkina Faso élu à l'unanimité.

Lancement de la 2^{ème} phase du Projet d'intégration des marchés de capitaux ouest-africains

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a procédé le 24 mars au lancement de la 2^{ème} phase du Projet d'intégration des marchés de capitaux ouest-africains](#) qui a pour objectif d'établir une plateforme commune de cotation et de négociation de titres sur toutes les bourses ouest-africaines. En décembre 2020, le projet a reçu un don de 850 K USD dollars du Capital Markets Development Trust Fund (CMDTF), un fonds multidonateur géré par la BAfD et soutenu par le Luxembourg et les Pays-Bas. La phase 2 du projet d'intégration vise l'harmonisation des réglementations des marchés de capitaux participants ainsi que le renforcement des capacités des régulateurs et des opérateurs en matière d'investissements transfrontaliers. Les pays bénéficiaires attendus sont le Ghana, le Nigeria, la Gambie, la Guinée, le Libéria, la Sierra

Leone et le Cabo Verde, ainsi que les huit pays de l'UEMOA.

🇸🇳 Bénin

La BEI accorde 4 M EUR à Vital Finance pour soutenir les petits projets

[La Banque Européenne d'Investissement \(BEI\) a accordé 4 M EUR à Vital Finance Bénin](#) (3^{ème} plus importante structure de microfinance du pays), en vue de favoriser l'investissement des petites entreprises. Le financement ciblera particulièrement les femmes qui devraient représenter 70% des bénéficiaires finaux. Il aidera spécifiquement à remédier au chaînon manquant en matière d'investissement entre les banques et les institutions de microfinance en apportant des prêts de taille intermédiaire. Vital Finance bénéficiera également d'une assistance technique en matière de gestion des risques et de ressources humaines tandis que les entrepreneurs béninois profiteront de formations spécifiques visant à améliorer leurs compétences et leur planification financière. Cet appui de la BEI s'inscrit dans le cadre de son programme « West Africa Microfinance Facility » signé en 2017, où la banque s'est engagée à fournir jusqu'à 50 M EUR aux petites entreprises d'Afrique de l'Ouest à travers des institutions de microcrédit.

La SONATEL assurera la gestion de la SBIN

[Les autorités béninoises ont décidé de confier à la SONATEL](#), filiale sénégalaise d'Orange, la gestion déléguée de la SBIN (Société béninoise des infrastructures numériques) pour une période de 5 ans. L'activité initiale de la SBIN, qui est la gestion des infrastructures numériques et la fourniture de services de télécommunication en gros, devra évoluer vers la fourniture de services de communications électroniques fixes et mobiles aux particuliers et aux entreprises. Une procédure d'octroi d'une 3^{ème} licence au profit de la SBIN a ainsi été introduite. Pour rappel, la SONATEL est cotée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UEMOA,

avec une capitalisation estimée à 1 350 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) à fin 2020, soit la plus importante du marché (31%).

📍 Burkina Faso

Adoption d'un projet de Loi de finances rectificative 2021

Le [Conseil des ministres du 17 mars 2021](#) a adopté à un projet de loi de finances rectificative (LFR) de la loi de finances pour l'exécution du budget 2021. Cette LFR permet de prendre en compte la nouvelle configuration des ministères, intervenue suite aux élections de novembre 2020. Il s'agira essentiellement de regrouper les ressources des anciens ministères fusionnés. Toutefois, le déficit budgétaire prévu demeure le même, à 540,8 Mds FCFA (824,4 M EUR), soit 5,6% du PIB. Le budget de l'exercice 2021 ajusté s'élève ainsi à 2 129 Mds FCFA (3,2 Mds EUR) en recettes et à 2 670 Mds FCFA (4,1 Mds EUR) en dépenses.

Revue sectorielle sur le commerce, l'industrie et l'artisanat

Selon la 1^{ère} revue annuelle 2021 du [Cadre sectoriel de dialogue «transformations industrielles et artisanales»](#) (CSD-TIA), la part du secteur informel dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire serait en baisse, de 20,4% en 2018 à 16,5% en 2020. En outre, 15 643 entreprises auraient été créées en 2020 pour un volume d'investissement de 652 Mds FCFA (993 M EUR), contre 465 Mds FCFA (709 M EUR) en 2019. Enfin, la part de l'artisanat dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire serait quant à elle, de 16,5% en 2020 contre 17,2% en 2019.

Baisse de 30 FCFA du prix d'achat de la noix de cajou brute

[La campagne de commercialisation 2021 de la noix de cajou a été officiellement lancée le 13 mars 2021](#) à Banfora dans l'Ouest du pays. Le prix plancher bord champ du kilo de noix de cajou brute a été fixé de 300 FCFA pour cette campagne, contre 330 FCFA en 2020. Selon le

ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le montant du prélèvement sur l'exportation et la réexportation de la noix de cajou brut de 25 FCFA/kg a été maintenu et serait le plus bas de la sous-région. La noix de cajou est le 2^{ème} produit agricole d'exportation (après le coton) du Burkina Faso et aurait généré 55,7 Mds FCFA (85 M EUR) de recettes d'exportation en 2019.

📍 Cap-Vert

Le coût des mesures sociales visant à atténuer les effets de la pandémie évalué à 17,2 M EUR

Selon les estimations de [l'Institut national de la sécurité sociale](#) (INPS), les mesures sociales visant à atténuer les effets de la pandémie sur la période d'avril 2020 au 11 mars 2021 ont coûté près de 1,9 Md CVE (17,2 M EUR) et bénéficié à 27 886 personnes. Ces mesures concernent les suspensions de contrat de travail, l'allocation chômage, le revenu de solidarité et l'allocation d'isolement. Environ 90% du montant total a été consacré au paiement des licenciements, une mesure (paiement de 70% du salaire) qui a bénéficié à 18 241 travailleurs. L'INPS note également avoir enregistré des baisses dans la collecte des cotisations prévues pour 2020, qui pourraient dépasser 30%.

📍 Côte d'Ivoire

Ratification de plusieurs projets financés par l'AFD et la Banque mondiale

La ratification des accords de financement de deux projets financés par l'AFD et d'un projet financé par la Banque mondiale a été approuvée [en Conseil des ministres le 24 mars](#). [Le premier projet de l'AFD](#), financé à hauteur de 131 M EUR porte sur l'accès à l'éducation, la formation de l'insertion des jeunes. Il prévoit la construction de 58 collèges en zones périurbaines, la réhabilitation du lycée scientifique de

Yamoussoukro et la création d'un centre thématique moderne permettant de transformer et de valoriser les bios ressources à l'Université de Korhogo. [Le second projet](#), d'un montant de 98 M EUR également financé par l'AFD, porte sur l'accès à l'électricité, aux réseaux intelligents et à l'énergie solaire. Il prévoit la construction d'une centrale solaire flottante pilote de 20 MW au barrage de Kossou, d'une plateforme de distribution à Abidjan et de trois centres de conduite de distribution à Abidjan, Bouaké et Daloa pour l'électrification 13 000 ménages de localités rurales. Quant [au programme de la Banque mondiale](#), financé à hauteur de 253 M EUR via l'IDA, il a pour objectif de renforcer les moyens de lutte contre la pandémie et à consolider la reprise de l'économie nationale.

Présentation du rapport final d'exécution du PSGOUV

Le rapport final d'exécution du Programme social du gouvernement (PSGOUV) a été présenté lors du [Conseil des ministres le 24 mars](#): sur la période 2019-2020, le PSGOUV a été exécuté à 90,4% de son budget global, qui s'établit à 1,6 Md EUR. Pour rappel, [ce programme social a été établi suivant cinq axes stratégiques](#) que sont (i) la fourniture des services de santé de proximité et de protection sociale, (ii) l'accès à l'école des enfants de 6 à 16 ans et l'amélioration des conditions d'étude des étudiants, (iii) l'accès des populations à l'électricité et aux logements, (iv) l'accès des jeunes à des revenus et à un emploi décent et (v) le bien-être des populations en milieu rural et la sécurité alimentaire.

Un déficit budgétaire de 5,6% du PIB en 2020

[L'exécution du budget de l'Etat](#) au terme de l'année 2020 a enregistré un niveau de mobilisation des ressources et d'exécution des dépenses respectivement de 8% et 2,2% au-dessus des objectifs révisés de septembre 2020 dans le cadre [du programme économique et financier conclu avec le FMI](#). Les ressources

mobilisées s'élèvent ainsi à 7 290 Mds FCFA (11,1 Mds EUR). Elles sont composées de 4 079 Mds FCFA (6,2 Mds EUR) de recettes budgétaires, dont 3 772 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) de recettes fiscales – un montant 4% supérieur à l'objectif révisé de septembre 2020 – et de 3 212 Mds FCFA (4,9 Mds EUR) de ressources de trésorerie (privatisations et vente d'actifs, emprunts-programmes et emprunts-projets, etc.). Les dépenses s'établissent quant à elles, à 7 420 Mds FCFA (11,3 Mds EUR). Le déficit budgétaire ressort à 1 966 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit 5,6% du PIB – contre un objectif révisé de 5,9%. Pour rappel, l'année 2020 a été marquée par l'entrée en vigueur du mode budget-programme, conformément aux directives de l'UEMOA pour l'harmonisation du cadre budgétaire. Une évaluation de ce nouveau mode de gestion sera réalisée au cours de l'année 2021.

Hausse du montant des marchés publics en 2020 et progression de la part des procédures non concurrentielles

[Le montant des marchés publics approuvés s'est établi à 1 894 Mds FCFA \(2,9 Mds EUR\) en 2020](#), contre 1 332 Mds FCFA (2 Mds EUR) en 2019, soit une hausse de 42,2%. En nombre, les marchés publics approuvés ont progressé de 14,2%, de 5271 en 2019 à 6020 en 2020. Les procédures concurrentielles (appels d'offres ouverts et restreints) représentent un peu plus de 70% du montant des marchés approuvés en 2020, contre 73% en 2019. La part des procédures non concurrentielles (les marchés de gré à gré, les avenants, les conventions et lettres de commande) a progressé, s'établissant à 28% du montant des marchés approuvés en 2020, contre près de 25% en 2019. Les marchés de gré à gré spécifiquement ont connu une hausse de 5,3 p.p., représentant 13% du montant des marchés approuvés en 2020. Selon le gouvernement, cette hausse s'explique par les dépenses urgentes engagées pour faire face aux conséquences de la pandémie.

Hausse de la production de caoutchouc à 950 000 tonnes en 2020

De loin 1^{er} producteur africain (78% de la production du continent) et 4^{ème} mondial, la Côte d'Ivoire a vu sa production de caoutchouc augmenter de 21% en 2020, à 950 000 tonnes. Cette progression s'inscrit dans la hausse continue que connaît la filière depuis deux décennies, avec une production multipliée par 5 en 15 ans. Après le cacao, l'hévéa est ainsi devenu en 2019 le 2^{ème} produit agricole d'exportation du pays devant l'anacarde, [avec des ventes estimées à 1,3 Md EUR](#). Selon les déclarations du Président de l'association des professionnels du secteur ([APROMAC](#)), la pandémie de COVID-19 aurait accru les exportations ivoiriennes vers l'Asie, qui absorberait aujourd'hui 70% des ventes totales de caoutchouc de la Côte d'Ivoire.

Difficultés d'écoulement de la récolte de la campagne de cacao

[La filière cacao est confrontée à un excédent estimé à plus de 100 000 tonnes](#) qui ne trouve pas preneur, en plus d'importantes quantités de fèves stockées dans le pays et en attente d'exportation. Certains planteurs se verraient contraints de vendre leur production entre 550 et 750 FCFA/kg (0,84 à 1,14 EUR), alors que les autorités ont fixé à 1000 FCFA (1,52 EUR) le prix minimum de la fève bord champ pour la campagne 2020-21. Dans ce contexte, [la contrebande avec le Ghana s'intensifie](#) : les producteurs pourraient y vendre leurs fèves autour de 900 FCFA/kg (1,37 EUR).

Gambie

L'économie aurait stagné en 2020 selon la Banque mondiale

La Banque mondiale a récemment publié [un rapport sur la situation économique de la Gambie](#). Ce dernier souligne que la croissance économique du pays aurait été nulle en 2020, en raison des perturbations commerciales et de la

chute du tourisme. En particulier, la baisse des revenus, la hausse des prix des denrées alimentaires et les fermetures d'écoles ont pesé sur les moyens de subsistance des ménages. L'économie devrait rebondir en 2021, avec un taux de croissance estimé à 3,1%. Le rapport note que le déficit budgétaire global a été le plus faible de la décennie avant la crise, à 2,5% du PIB en 2019, puis 1,9% du PIB en 2020, avant de remonter à 4,5% du PIB en 2021. Malgré l'impact de la pandémie sur les revenus des Gambiens de la diaspora, les envois de fonds ont augmenté à un rythme record au 2^{ème} trimestre de 2020 (+48% en g.a. à fin juin 2020), probablement en raison des restrictions de voyage qui ont fermé les canaux informels. Les réserves internationales du pays ont continué à augmenter en 2020, à 314 M USD à fin-septembre 2020 (+39,6% par rapport à fin 2019).

Guinée

Lancement du processus d'élaboration du PNDES II 2021-2025

Le processus d'élaboration du plan national de développement économique et social (PNDES II) 2021-2025 [a été lancé le 24 mars 2021 à Conakry](#). Le PNDES 2021-2025 constitue le troisième plan du pays, le précédent PNDES 2016-2020 ayant pris fin en décembre 2020. Ces plans nationaux sont conçus comme des outils de planification au service du cadre général défini par la « Vision Guinée, pays émergent et prospère à l'horizon 2040 ». Ce PNDES II a pour pilier la relance économique post-COVID, la croissance inclusive, le numérique et l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance.

Baisse du taux de pauvreté à 44% en 2019 selon les autorités

L'Institut national de la statistique en Guinée a récemment publié le [rapport de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages 2018/2019](#). Ce dernier présente de façon détaillée plusieurs indicateurs socio-

économiques sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté en Guinée. Entre autres, le rapport indique que le taux de pauvreté a chuté de 11,5 points de pourcentage, passant de 55,2% en 2012 à 43,7% en 2019. La pauvreté est beaucoup plus marquée en milieu rural (55,4%) qu'en milieu urbain (22,4%). Dans l'ensemble, l'effectif de la population pauvre est estimé à 5 264 038 individus en 2019.

📍 Mali

92 M USD de la Banque mondiale pour la décentralisation et le financement des PME

La Banque mondiale a approuvé les 17 et 18 mars 2021 le décaissement de 91,7 M USD au profit du Mali pour deux projets liés (i) au transfert de compétences aux collectivités locales de la provision de services publics ([31,7 M USD](#)); (ii) à l'accès au financement pour les micro-PME et à la promotion de l'entrepreneuriat ([60 M USD](#)). Le premier projet a été lancé en 2019 et [déjà alimenté à hauteur de 50 M USD](#) par la Banque mondiale. Il soutient la loi sur les gouvernements locaux adoptée en 2017, qui transfère aux communes des compétences sur l'éducation de base, la formation professionnelle, la santé, l'hygiène publique et l'assainissement. [Le deuxième projet](#) vise à renforcer les capacités du secteur de la microfinance, faciliter l'accès aux services financiers numériques et améliorer l'offre de crédit pour les entreprises.

Table-ronde des PTFs pour financer le 5^{ème} recensement de la population

Le ministre de l'Économie et des Finances a organisé, le 11 mars 2021, [une table-ronde des bailleurs de fonds](#) pour mobiliser 14 M EUR nécessaires à l'organisation du 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5), dont le coût total est estimé à 39 M EUR. Alors que la réalisation de la cartographie censitaire, du recensement pilote et de l'enquête post-censitaire test a déjà été initiée, la phase du

dénombrement général doit se tenir du 13 novembre au 12 décembre 2021. Plusieurs pays et organisations multilatérales représentés se sont engagés à apporter des contributions supplémentaires, sans toujours en préciser le montant. La Suède a pour sa part relevé sa contribution de 2 M EUR (portée à 4,5 M EUR).

📍 Mauritanie

Signature de conventions dans le secteur de l'énergie et du pétrole

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie et British Petroleum (BP) ont signé, le 23 mars 2021, un [protocole d'accord relatif à deux programmes d'électrification](#), à savoir la construction d'une centrale électrique fonctionnant au gaz à N'Diogo et l'extension des réseaux électriques en milieu rural, dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification des zones rurales. Le ministre a également inauguré [un centre de formation destiné](#) à renforcer les capacités nationales dans le domaine du pétrole et du gaz financé par BP et Kosmos Energy. Par ailleurs, le ministre a annoncé, en conseil des ministres, [la signature d'une autorisation pour un contrat d'exploration-production avec la société britannique Cairn Energy PLC](#) sur un bloc offshore du bassin côtier mauritanien, d'une longueur de 10 000 km.

Signature du contrat de construction du pont de Rosso avec Polychangda Engineering

La Mauritanie, le Sénégal et la société chinoise Polychangda Engineering ont procédé le 25 mars 2021 à la [signature du contrat de construction du pont de Rosso sur le fleuve Sénégal](#), d'un montant de 47 M EUR et une durée d'exécution de 30 mois. Cet ouvrage devrait fluidifier les échanges entre les deux pays en concluant le chaînon manquant du corridor transafricain (Le Caire-Dakar). Le projet comprend notamment des viaducs d'accès d'une longueur totale de 1,5 km, l'aménagement de 2 carrefours giratoires,

9,5 km² de parkings, etc. Des deux côtés de la frontière, divers aménagements sociaux et urbains seront également financés pour favoriser le développement de la région. Le projet est conjointement financé par la BAD, la BEI, l'UE et les deux Etats concernés pour un montant global de 87,6 M EUR.

Lancement du projet Archipelago II

La Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie, la Chambre de commerce d'Aix-Marseille-Provence, l'Union Européenne (UE) et le Grand Port Maritime de Marseille ont procédé conjointement [au lancement du projet de formation dans le domaine portuaire dit « Archipelago II »](#) le 23 mars 2021. D'une durée de 2 ans, le projet est subventionné par l'UE à hauteur de 500 K EUR et a pour objectif de former 295 jeunes aux métiers portuaires et 150 à l'entrepreneuriat. Le secteur portuaire en Mauritanie est ciblé en particulier en raison des défis liés au développement du secteur pétro-gazier.

Niger

Attribution de deux marchés publics de travaux routiers à des entreprises locales

[La réalisation des travaux de construction](#) et de réhabilitation de 111 km de routes rurales dans la région de Tillabéri (tronçons Kakassi-Mehana et Doungouro-Marizé) a été attribuée à l'entreprise SOBATHY pour un montant de 9,2 Mds FCFA (14 M EUR). Les travaux devraient durer un an. La construction de 40 km de routes rurales dans la région de Tahoua (tronçons Assarou-Dan Ala et Koloma-Toro) a par ailleurs été attribuée à la société ENISAB, pour un montant de 4,6 Mds FCFA (6,9 M EUR) et un délai d'exécution de 8 mois.

Sénégal

Des contrats de concessions portuaires attribués au secteur privé national

En perspective de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, le gouvernement du Sénégal a attribué [deux concessions portuaires au secteur privé national](#). Le Port autonome de Dakar a signé les deux conventions, le 18 mars dernier en présence du Président Macky Sall, avec la Société d'exploitation « Sénégal supply base » (Sbb), détenue par le Consortium sénégalais d'investissement (Coseni), pour le terminal de soutien logistique et avec le groupe pétrolier sénégalais Elton pour le terminal de gaz liquéfié. La base logistique de soutien sera installée sur 3 hectares et constituera le terminal de départ et d'arrivée de tous les besoins des plateformes pétrolières et gazières en mer, à l'exception du pétrole et du gaz issus de l'exploitation.

Relance des secteurs du tourisme et des transports aériens

Ayant déjà bénéficié de 82 Mds FCFA (125 M EUR), [les secteurs du tourisme et des transports aériens ont obtenu, le 23 mars 2021, des financements supplémentaires d'un montant global de 75 Mds FCFA](#) (114 M EUR), destinés à renforcer leurs investissements. Ce soutien de l'Etat s'inscrit dans le cadre de sa politique de relance de l'économie nationale. Les conventions signées concernaient notamment une ligne de crédit de 50 Mds FCFA (76 M EUR) en faveur du secteur du tourisme et 25 Mds FCFA (38 M EUR) pour celui des transports aériens, avec comme partenaire la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) et NSIA Banque Sénégal.

Air Sénégal ouvre une ligne vers Douala et Libreville via Cotonou

La compagnie nationale Air Sénégal a annoncé, [dans un communiqué](#), l'ouverture d'un nouveau

pont aérien qui reliera Dakar à plusieurs grandes villes d'Afrique centrale : Douala et Libreville via Cotonou. La nouvelle ligne démarrera le 29 mars 2021 avec trois fréquences hebdomadaires.

Hausse des prix des matériaux de construction

Selon le [mouvement « Alliance pour sauver le Sénégal »](#), les prix de plusieurs matériaux de constructions tels que le ciment, le fer et le béton ont connu une hausse importante en l'espace de 4 mois. Par exemple, la tonne de ciment est passée de 62 000 FCFA (94,5 EUR) à 70 000 FCFA (106,7 EUR), soit une hausse de 8 000 FCFA (12,2 EUR). Selon le ministère en charge du Commerce, l'augmentation des prix est liée à des spéculations, résultant de perturbations dans l'approvisionnement des produits et des rétentions de stocks lors des manifestations du début du mois de mars.

Sierra Leone

Léger recul de l'inflation en février

[L'inflation s'est établie en g.a. à 10,9% en février 2021](#), contre 11,5% le mois précédent. Cette hausse des prix a été tirée par celle des produits alimentaires (+19,5% en g.a.), celle des meubles, équipement ménager et entretien ménager (13,2% en g.a.), et celle des vêtements et chaussures (+12,9% en g.a.). Elle a été quelque peu atténuée par la baisse des prix du poste de santé (-2.8% en g.a.).

Création d'une facilité de crédit agricole administrée par la Banque centrale

La Banque centrale de Sierra Leone a approuvé la création de [la Facilité de crédit agricole de 100 Mds SLL \(8,3 M EUR\)](#) pour soutenir la production de produits agricoles, avec un accent particulier sur la production de riz et de légumes. Celle-ci fournira des prêts à faible taux d'intérêt aux acheteurs d'intrants (semences et produits chimiques). Pour rappel, l'agriculture est une composante essentielle de l'économie sierra-léonaise, qui représentait 54% du PIB en 2019.

Togo

Achèvement de la construction du parc solaire de Blitta

Un an après son lancement, [la construction de la Centrale Solaire Photovoltaïque Cheikh Mohammed Bin Zayed à Blitta](#) (région centrale, à 262 km de Lomé) a été achevée. Réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé, l'infrastructure, d'une puissance installée de 50 MW, a été réalisée par Amea Togo Solar (filiale de l'énergéticien émirati Amea Power), qui devrait également en assurer l'exploitation pour une durée de 25 ans. Elle portera à 265 MW la capacité installée du pays et fournira de l'électricité à 600 000 foyers ainsi qu'à 700 PME. [D'un coût global estimé à 35 Mds FCFA](#) (53,4 M EUR), le projet a bénéficié de l'appui financier de la Banque Ouest-africaine de développement (10,7 M EUR) et du Fonds d'Abou Dhabi pour le Développement (13,5 M EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international